

Croissance verte vs. décroissance : sortir d'un débat stérile

Damien Demailly (Iddri)

UN DÉBAT POTENTIELLEMENT RICHE

Qu'est ce qu'un débat utile ? Chacun a le souvenir de discussions politiques enflammées, autour d'un repas familial, qui n'aboutissent à rien si ce n'est à mettre mal à l'aise toutes les convives et – de fait – à bannir le sujet pour des années. Plus rarement, et bien qu'elles ne se concluent pas dans le consensus, elles permettent de révéler les hypothèses clés de chaque débattreur et les valeurs qui les opposent, et ouvrent de nouvelles pistes de réflexion. Les discussions entre les partisans de la croissance verte et les tenants de la décroissance sont généralement du premier type : mieux vaut ne pas lancer le sujet à table si on veut apprécier le repas.

Ces deux « communautés » – académiques et politiques – se rejoignent sur le constat : le modèle de croissance actuel, qui repose sur une consommation toujours plus accrue de ressources naturelles et sur la dégradation de l'environnement, doit être profondément transformé. Les risques liés aux impacts du changement climatique ou à l'érosion de la biodiversité sont inacceptables, et la « croissance brune » pourrait même s'autodétruire par la hausse du prix des matières premières ou par le coût économique de la pollution. Décroissants et « croissantistes verts » se rejoignent aussi souvent sur certaines politiques publiques à mettre en œuvre pour protéger l'environnement, en particulier en matière d'économies d'énergie ou de développement des énergies renouvelables. Mais elles s'opposent frontalement sur les implications pour la croissance économique de la transition écologique.

En effet, pour les décroissants, croissance économique et protection de l'environnement sont incompatibles, au moins dans les pays industrialisés. Pour les tenants de la croissance verte, ces objectifs sont compatibles, et les mesures de protection de l'environnement peuvent même stimuler la croissance à court comme à long terme. Cette opposition pourrait être riche ; elle est malheureusement stérile.

Elle est stérile car le sujet est complexe – les interactions entre l'économie et l'environnement sont extrêmement diverses –, et les deux communautés ont beaucoup de mal échanger : elles ont de manière générale peu de considération l'une pour l'autre et utilisent des outils analytiques différents. Par ailleurs, la croissance économique est un sujet particulièrement clivant : elle a apporté une indéniable prospérité aux pays industrialisés pendant « l'âge d'or » (notamment les Trente Glorieuses en France), et on attribue – parfois de manière

Ce travail a bénéficié d'une aide de l'État gérée par l'Agence nationale de la recherche au titre du programme « Investissements d'avenir » portant la référence ANR-10-LABX-01.

Institut du développement durable
et des relations internationales
27, rue Saint-Guillaume
75337 Paris cedex 07 France

excessive – les difficultés actuelles de ces derniers à sa faiblesse ; prévoir ou appeler de ses vœux la fin de la croissance est alors perçu comme un retour à « l'âge de pierre ».

Le débat entre croissantistes verts et décroissants est stérile, pourtant il permet de mieux appréhender les interactions entre l'économie et l'environnement, d'identifier les facteurs clés pour réussir le découplage entre pollution et croissance et plus généralement pollution et développement économique. Il nous interpelle sur les grandes transformations économiques en cours – numérique, mondialisation – et leur impact environnemental. Il peut clarifier les liens entre croissance et prospérité, différencier les besoins réels de croissance pour nos économies et les besoins fantasmés, alors même que les pays industrialisés connaissent depuis plusieurs décennies une croissance atone, et que les perspectives ne sont pas forcément réjouissantes¹.

Car c'est là l'intérêt principal, finalement, de l'opposition entre les communautés décroissantes et croissantistes vertes : elle nous invite à questionner notre besoin de croissance alors que les incertitudes sur son avenir, en particulier à moyen terme, n'ont jamais été aussi grandes. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) vont-elles enfin tenir leur promesse d'une nouvelle vague de croissance dans les pays les plus « avancés » ? Le passage « naturel » à une économie de services les condamne-t-il aux faibles gains de productivité de ces dernières décennies ? Enfin, si nous savons que notre économie doit se transformer pour réduire notre « empreinte écologique », nous devons admettre que nous en savons peu sur l'impact macroéconomique d'une telle transformation, qui ne saurait être marginale. Vague de croissance, comme le pensent certains ? Un demi-point de croissance en plus ou en moins dans les décennies à venir ? Stagnation ? Il est temps de questionner

1. En Europe de l'Ouest, la production par habitant augmentait chaque année de 4 % entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et le premier choc pétrolier. Depuis, la croissance a été divisée par deux. La productivité en France a connu des augmentations annuelles de plus de 5 % pendant les Trente Glorieuses. Ces dernières années, hors crise, les gains étaient plutôt de l'ordre de 1 %. Cette tendance à la baisse se retrouve aussi au Japon, dans des proportions encore plus impressionnantes. Même aux États-Unis, des économistes s'inquiètent de l'épuisement du modèle de croissance, et voient dans le rebond des années 1990, porté par les nouvelles technologies de l'information et de la communication, un feu de paille. Les « suspects » sont nombreux pour expliquer cet essoufflement de la croissance des pays industrialisés : hausse du prix du pétrole et tensions sur les matières premières ; fin du compromis social fordiste ; désindustrialisation et passage à des économies de services ; ou encore manque d'innovations technologiques et difficulté de leur déploiement.

nos certitudes sur la croissance, notre compréhension de ses mécanismes et son avenir, et sur le besoin qu'en ont – vraiment – nos économies et nos sociétés. Voilà ce à quoi nous invite le débat entre décroissants et croissantistes verts.

L'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri) a organisé, en juillet 2013, à l'Assemblée nationale et sous le haut patronage du Président de la République, une conférence internationale (« Une société innovante pour le xxie siècle »²) pour écouter et faire dialoguer des partisans de la croissance verte et de la décroissance ainsi que des responsables politiques. Pendant deux jours, ils ont échangé – ou plutôt essayé d'échanger – sur leur analyse de la croissance, des implications économiques de la raréfaction des ressources ou de l'urgence climatique, ainsi que sur les raisons pour lesquelles le bon fonctionnement des sociétés industrialisées dépend, ou non, de la croissance de leur PIB. À l'issue de cette conférence, nous ouvrons quatre pistes de réflexion et de travail entre les communautés académiques et politiques pour faire du débat entre croissance verte et décroissance un débat vraiment utile à nos sociétés.

STRUCTURER UN DÉBAT PASSIONNÉ

Le débat entre décroissants et croissantistes est parfois passionné. On peut entrer dans l'une de ces communautés comme on entre en religion : avec de la foi. Mais là n'est pas la seule raison de la difficulté à organiser un dialogue entre elles. Elle tient aussi à l'absence de consensus sur la manière de représenter les interactions entre l'économie et l'environnement. Les croissantistes reprochent par exemple aux décroissants de se concentrer sur les stocks et les flux de matières et d'oublier le « jeu économique » d'augmentation des prix des ressources et donc d'innovation technologique ou organisationnelle. Les décroissants, pour leur part, critiquent les modèles économiques des croissantistes, qui perdent la trace des flux de matières en se concentrant sur les flux monétaires, ou encore surestiment les possibilités d'innovation en ne représentant pas explicitement les technologies clés et leurs limites. Pourtant, des modèles « nouvelle génération » tentent déjà de combler le fossé entre les représentations des différentes communautés : ils peuvent constituer une base de dialogue intéressante, voire servir de point de départ à la co-construction de modèles.

2. 12-13 juillet 2013 : <http://www.iddri.org/Evenements/Conferences-internationales/Une-societe-innovante-pour-le-XXIe-siecle>

En parallèle, le débat nécessite une clarification des hypothèses clés conduisant, ou non, au découplage absolu entre croissance, et plus généralement développement économique, et pollution. Ainsi, l'analyse comparée des nombreux scénarios énergétiques permettrait de mettre en lumière les hypothèses clés en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, parmi lesquelles on s'attend d'ores et déjà à trouver : la dynamique de baisse des coûts des technologies bas carbone ; l'évolution des besoins de transport de personnes et de marchandises, et donc l'organisation spatiale des villes et de la production ; l'évolution des modes de consommation et de leur contenu énergétique. Dès lors, il convient d'organiser la discussion autour de ces hypothèses déterminantes : quelles sont les dynamiques à l'œuvre ? Quel est le champ des futurs possibles ? Quelles sont les marges de manœuvre politiques ?

ANALYSER LES ESPOIRS DES NTIC

Les NTIC sont au cœur des discussions sur l'avenir de la croissance, verte ou pas, et sur les nouveaux « modèles de croissance ». Elles méritent dès lors une attention particulière. Elles ouvrent en effet la porte à de nouveaux usages, de nouveaux *business models*, de nouvelles organisations spatiales : bref, une nouvelle économie, avec un nouveau potentiel de productivité et de croissance. Les espoirs suscités sont nombreux, du partage des objets sur Internet à la micro-production d'énergie en passant par le « covoiturage 2.0 », l'achat sur Internet de paniers issus de l'agriculture locale et plus généralement les services à la personne. Sans parler des imprimantes 3D et de la révolution industrielle qu'elles sont censées porter.

Certains de ces espoirs ne vont pas se réaliser massivement. D'autres le feront, sous la forme que nous anticipons ou sous une autre, fruit des échanges entre l'économie numérique, l'économie « dominante » et les usagers. Mais ces transformations vont-elles déclencher une vague de gains de productivité ? Des gains en quantité ou en qualité ?

Par ailleurs, les NTIC stimulent l'innovation sociale, ouvrent la porte à de profondes réorganisations qui peuvent être bénéfiques à la protection de l'environnement. Mais elles peuvent aussi lui nuire, que ce soit en favorisant des comportements à forte empreinte écologique (l'échange d'appartement sur Internet favorise le tourisme longue distance) ou par l'empreinte écologique de la technologie elle-même. Les NTIC sont fortement consommatrices de ressources et sont d'ores et déjà responsables de 2 % des émissions mondiales de CO₂, autant que le secteur de l'aviation. Et comme

ce dernier, le marché du numérique est en plein boom. Quelles sont les nouvelles régulations rendues nécessaires par l'émergence des NTIC, afin que ces technologies bénéficient à la protection de l'environnement plutôt qu'elles ne lui nuisent ?

MIEUX COMPRENDRE LA MONDIALISATION POUR MIEUX LA RÉGULER

Le débat sur la croissance – verte ou pas – nous invite à mieux appréhender les grandes transformations économiques en cours et comment elles modifient l'agenda écologique. Parmi ces transformations figurent, outre le numérique, la mondialisation des modes de vie et des échanges de produits, de capitaux et de technologies. Comme les NTIC, la mondialisation porte des espoirs de croissance, brune ou verte.

Dans quelle mesure la mondialisation est-elle un facteur de croissance ? L'est-elle encore alors que les droits de douane, et plus généralement les freins aux échanges, ont d'ores et déjà été majoritairement levés ? Elle l'est à l'évidence pour les pays en développement, grâce aux échanges peut-être, grâce surtout aux transferts de technologies et plus généralement d'organisation économique. La mondialisation est un puissant tapis roulant, qui diffuse du Nord au Sud un certain modèle de croissance, brun aujourd'hui et peut-être vert demain, et constitue également un puissant facteur de convergence économique entre pays en développement et pays développés. En faisant baisser les coûts de la production, la mondialisation est aussi un facteur de diffusion des nouvelles technologies au sein même des pays industrialisés.

La mondialisation est-elle pour autant un facteur d'invention ? Aide-t-elle les pays industrialisés à repousser la « frontière technologique », à trouver de nouveaux potentiels de productivité verts ou non ? Les espoirs sont à confirmer. La nouvelle géographie de l'innovation qui semble émerger, et dans laquelle le Sud ne fait pas qu'adopter les inventions de Nord, mais les adapte, produit ses propres inventions et les diffuse au Nord, porte l'espoir d'un « enrichissement » de la capacité mondiale d'invention. La nouvelle géographie de la production, où le Nord « capte la valeur » très en amont et très en aval, pourrait aussi être une incitation à investir fortement dans la R&D.

Toutefois, on peut déjà craindre un effet stérilisateur de la mondialisation sur l'invention radicale, sur les ruptures technologiques. Le cas du solaire, malgré sa particularité d'être un produit qui doit être subventionné au moins transitoirement, illustre cette crainte. Les difficultés pour les pays

industrialisés à produire industriellement ces nouvelles technologies, face à la concurrence chinoise, mettent-elles en péril leur capacité de R&D, qui est pourtant clé au niveau mondial ? Faut-il produire l'existant pour être capable d'inventer des ruptures ? L'amont de la filière solaire européenne dépend-il structurellement de la santé économique de l'aval ? Cette crainte doit être investiguée, comme doivent l'être plus généralement les liens entre production et R&D, afin de mieux appréhender les risques et opportunités de la mondialisation pour l'innovation et mieux la réguler.

PROSPÉRITÉ SANS CROISSANCE : L'IMPOSSIBLE RÉCIT POSITIF ?

La difficulté des décroissants et des croissantistes verts à dialoguer tient au rôle central de la croissance économique dans nos sociétés. La croissance étant considérée comme indispensable à la prospérité, l'hypothèse d'une stagnation, voire d'une décroissance, est rejetée *a priori* avant d'être débattue raisonnablement. S'il n'y a pas de « récit positif » sans croissance, alors il faut de la croissance ou en tout cas promettre son retour, grâce ou malgré la protection de l'environnement.

N'y a-t-il pas de récit positif sans croissance ? Peut-on construire une société post-croissance qui soit « prospère » ? Il nous semble important de faire travailler les décroissants et les croissantistes verts sur cette question. Parce que c'est un enjeu clé, et pas uniquement pour des raisons environnementales : compte tenu des incertitudes qui pèsent sur l'avenir de la croissance, l'hypothèse d'une stagnation pour la décennie ou les deux décennies à venir doit être étudiée. Car, en faisant la part des choses entre les besoins de croissance fantasmés et les besoins réels, on peut espérer aborder plus sereinement la question de l'avenir de la croissance. On passe à l'étape suivante pour mieux revenir à l'étape précédente.

Construire un récit positif pour les sociétés industrialisées sans retour de la croissance forte n'est pas chose impossible, certains auteurs mettant en évidence que bonheur subjectif et PIB y sont décorrés depuis longtemps. De même, les liens entre croissance d'une part, réduction des inégalités ou emploi d'autre part ne sont pas aussi solides que l'on peut généralement le penser. C'est surtout pour les États-providence que la perspective d'une croissance faible maintenue doit interpeller, dans un contexte marqué par le vieillissement de leur population ou le développement du secteur de la santé. Cette question n'est pas seulement un débat

pour l'avenir, c'est aussi un débat pour le présent. La croissance faible est au cœur de la crise qui frappe les pays industrialisés : depuis plusieurs décennies, certains ont choisi de creuser les déficits pour maintenir leurs modèles sociaux, dans l'attente d'un retour de la croissance forte ; d'autres ont laissé les inégalités se creuser et les plus vulnérables s'endetter. Ces deux voies se révèlent insoutenables à long terme.

AU TRAVAIL

Est-ce si important de savoir si la protection de l'environnement va conduire à plus ou moins de croissance ? Pourquoi ne pas être a-croissant, agir et voir ce qu'il en est de notre PIB *in fine* ? Cette question est légitime. Mais il importe de discuter des impacts macroéconomiques de la raréfaction de certaines ressources ou des politiques environnementales pour au moins deux raisons. Tout d'abord, si elles prolongent l'atonie de la croissance dans la plupart des pays industrialisés depuis des décennies, il faut adapter nos politiques économiques et sociales à la perspective d'une croissance durablement faible. Deuxièmement, ce débat entre décroissants et croissantistes verts peut se révéler utile à la transition écologique en ouvrant de nouvelles pistes de réflexion et de travail sur les éléments clefs du découplage, les NTIC ou la mondialisation.

La communauté de la croissance verte part avec une longueur d'avance. Les responsables politiques donnent aujourd'hui la priorité à la croissance sur les dimensions environnementale et sociale du développement, et sont donc sensibles à l'idée selon laquelle la protection de l'environnement est compatible, voire renforce l'augmentation du PIB. En pointant du doigt les difficultés à découpler croissance et pollution, la communauté décroissante nous questionne néanmoins sur nos priorités. Toutes les mesures de protection de l'environnement ne sont pas « gagnant-gagnant ». La protection du triton crêté et des paysages n'est pas nécessairement bonne pour la croissance du PIB, pas plus que ne l'est l'objectif de 2°C d'augmentation maximale de la température mondiale pour la croissance de court terme. La difficulté pour les responsables politiques est dès lors d'assumer les contradictions et le temps long, et de proposer, étant donné les incertitudes sur l'avenir de la croissance, un « récit positif » pour notre société, un nouvel idéal de progrès qui ne soit pas construit sur des espoirs de croissance démesurés. C'est leur responsabilité. ■